

« Les données nouvelles de la géopolitique de l'énergie »

Il m'a été proposé d'intervenir sur la Russie, ce grand producteur d'hydrocarbures faisant actuellement l'objet de sanctions eu égard à ces derniers. Permettez-moi toutefois d'amorcer mon propos par une histoire personnelle au demeurant cocasse. En novembre 2016, je fus invité par une université stambouliote en qualité de conférencier avec pour mission de commenter l'actualité énergétique internationale sous l'angle de la géopolitique. Je me rendis en Turquie en ayant préparé des notes. Une heure avant la conférence, je fus convié dans l'immense bureau du président de l'université et compris aussitôt sa proximité avec le président Recep Tayyip Erdogan. Ce dernier m'accueillit chaleureusement et me demanda une faveur de dernière minute : commenter l'actualité énergétique turque depuis la tentative ratée de coup d'état survenue quatre mois plus tôt. Je compris aussitôt la complexité de l'exercice qui m'était proposé, d'autant plus que je disposais d'un temps de parole conséquent... Je tentai de dissimuler mon embarras. Je trouvai la réponse à mon problème en regardant plus au Nord. Afin d'éviter tout malentendu ou polémique, je décidai d'orienter ma réflexion sur le rapprochement énergétique stratégique qui venait de s'opérer entre la Turquie et la Russie quelques semaines plus tôt.

Un bref rappel des faits s'impose. Avant la survenance de la tentative ratée de coup d'état en Turquie, les relations entre Ankara et Moscou étaient délébiles. Dans les médias, on évoquait parfois le risque imminent de l'éclatement d'une guerre. Or ces relations bilatérales changèrent radicalement après les événements turcs de juillet 2016. Trois mois plus tard, les deux pays annoncèrent la signature d'un accord portant sur la construction du gazoduc TurkStream devant relier la Russie à la Turquie par la mer Noire. Cet événement symbolisa la « réconciliation » entre Recep Tayyip Erdogan et Vladimir Poutine. Ce projet de gazoduc avait été annoncé dès 2014, lorsque fut abandonné celui du South Stream, en pleine crise ukrainienne, déjà. L'accord d'octobre 2016 marqua ainsi la fin d'une grave crise diplomatique survenue en novembre 2015 après le bombardement d'un bombardier russe qui survolait la frontière syro-turque par l'aviation turque. Comme vous pouvez le constater, les deux chefs d'état ne perdirent pas de temps. Cela démontre leur pragmatisme politique et leur compréhension des grands enjeux internationaux. En relançant le projet TurkStream, la Russie promut ainsi sa volonté de s'affranchir du transit de son gaz destiné à l'Europe par l'Ukraine. Quant à la Turquie, elle confirma non seulement son rôle d'état-tampon et de plaque tournante des réseaux de pipelines mais elle exerça ainsi une pression diplomatique sur l'Union européenne (UE) mais également sur l'OTAN dont elle fait partie.

Je recentre désormais ma réflexion sur la Russie, un pays aux proportions gigantesques. Elle partage des frontières terrestres avec quatorze autres États parmi lesquels la Norvège et la Corée du Nord, pour montrer l'étendue de sa dimension eurasiennne. On l'oublie souvent mais elle ne se trouve qu'à une quinzaine de kilomètres des côtes japonaises d'Hokkaido au travers de la grande île Sakhaline ou de cet archipel de la mer d'Okhotsk. Quant aux États-Unis, trois kilomètres séparent les îles Diomède dans le détroit de Béring, l'une étant américaine et l'autre russe. Considérant ces éléments géographiques, l'abondance des ressources naturelles et le pragmatisme calculateur de Vladimir Poutine, il est difficile de ne pas déceler une anticipation russe des sanctions économiques qui la concernent depuis la crise ukrainienne de 2014. Les sanctions étaient nécessaires afin de ne pas laisser impunis différents actes belliqueux inacceptables aux yeux l'UE et plus généralement du monde occidental. Toutefois, au regard des effets escomptés sur l'économie russe, la question de l'efficacité des sanctions s'impose comme une évidence. La Russie agit là où l'UE réagit. Mais comment pourrait-il en être autrement ? En la matière, les sanctions portent sur des agressions russes en Ukraine. Sans

agression, il n'existe aucune raison légitime de sanctionner. De même, dès lors que les sanctions ne sont pas partagées par tous les acteurs étatiques, on comprend d'autant mieux que la Russie se tourne vers d'autres partenaires stratégiques pour compenser le manque à gagner économique généré par les sanctions européennes.

1. Politique belliciste, sanctions et positionnement sur de nouveaux partenariats stratégiques

Dans le cas russe, il importe de comprendre que le Kremlin ne s'est pas engagé dans des hostilités armées avec l'Ukraine sans avoir anticipé les répercussions à venir émanant du monde occidental. Les dirigeants russes se doutaient qu'en agissant ainsi dès 2014, ils exposeraient le pays à des sanctions économiques. En somme, afin de se prémunir contre toute forme de désagrément en provenance de l'Ouest, qui constituait alors son principal marché des exportations d'hydrocarbures, ils cherchèrent à s'assurer une tranquillité énergétique avec le Sud mais également avec l'Est. Tout cela s'est préparé en amont des différentes crises l'opposant à l'Ukraine.

En 2014, survinrent l'annexion de la Crimée et la première guerre du Donbass, dans l'Est ukrainien. Sans entrer dans les détails, le 29 juillet 2014, l'UE imposa à Moscou des sanctions économiques ciblant la Russie dans des secteurs d'activité spécifiques parmi lesquels la finance et l'armement. Ces sanctions ont depuis lors été prorogées et accentuées depuis l'éclatement de la guerre en février 2022. Pour ce qui relève de l'énergie, les premières sanctions ne datent que d'avril 2022 et portent initialement sur une interdiction des livraisons de charbon à compter d'août 2022. Pour l'UE, ces sanctions soulevaient toutefois un problème : trouver un équilibre entre l'imposition de ces sanctions tout en considérant le poids des ressources naturelles russes dans l'importation de ses besoins en pétrole et surtout en gaz. En 2021, l'UE consomma près de 400 milliards de mètres cubes de gaz dont 155 milliards provenaient de Russie. Pour cette raison, les sanctions visant le pétrole et le gaz russes sont intervenues ultérieurement, au gré de la prolongation du conflit armé en Ukraine et destinées à asseoir une pression toujours plus forte sur les finances russes tout en considérant le risque d'une forte baisse des approvisionnements en matières premières.

Un embargo est entré en vigueur à compter du 5 décembre 2022 portant sur les importations de pétrole russe. Plus aucun navire ne pourra dès lors plus décharger de pétrole russe dans les ports de l'UE ni aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Japon ou encore en Australie. Cette mesure permet de réduire de 90% les volumes de pétrole importés de Russie par rapport aux niveaux d'avant-guerre. Quant à la question du gaz, Vladimir Poutine en personne avait décidé en amont de fermer progressivement les robinets afin d'exercer une pression sur l'UE avec l'hypothèse d'un hiver rigoureux qui aurait placé de nombreux pays dans l'embarras... On comprend d'autant mieux toute la dimension stratégique qui entoure l'énergie.

Les sanctions en vigueur en la matière portent sur quatre aspects :

- L'interdiction des importations de pétrole et de charbon en provenance de Russie ;
- Le plafonnement des prix concernant le transport maritime de pétrole russe ;
- L'interdiction des exportations vers la Russie de biens et technologies dans le secteur du raffinage de pétrole ;
- L'interdiction de nouveaux investissements dans le secteur minier et de l'énergie.

En agissant de la sorte, l'UE escomptait ainsi freiner les velléités bellicistes du Kremlin en exerçant une pression sur le manque à gagner économique de ce dernier. Ainsi croyait-on. On oublie souvent les événements passés.

En mai 2014, les géants russe de Gazprom et chinois de CNPC annoncèrent la signature d'un accord géant de livraison de gaz à destination de la Chine d'une valeur de 400 milliards de dollars et portant sur une durée de 30 ans. Cela intervint après une décennie de négociations mais force est de constater que la finalisation de l'accord survint quelques semaines avant l'annonce relative aux sanctions économiques prononcées par l'UE à l'encontre de la Russie et qui, j'insiste, ne portaient pas initialement sur l'énergie. Quand je me réfère au rapprochement opéré par la Russie et la Turquie en octobre 2016, je présente un deuxième exemple qui expose toute la dimension stratégique que revêtent les exportations énergétiques aux yeux du Kremlin. Si la situation se tend avec l'Occident, Moscou se tourne vers d'autres horizons, en prévision. En d'autres termes, l'énergie constitue pour Vladimir Poutine un véritable terrain propice à la partie d'échecs. En l'occurrence, il avait préparé depuis longtemps le terrain en amont des sanctions visant les ressources fossiles russes. Il ne s'est pas aventuré en Ukraine, tant en 2014 qu'en 2022 sans avoir pensé à diversifier ses partenariats stratégiques avec des pays qui ne le sanctionneraient pas... et qui lui assureraient de fait une sécurité économique. Ainsi la Russie a planifié les futurs désagréments économiques causés par les sanctions occidentales.

2. Comprendre l'environnement global pour minimiser les effets des sanctions

Lorsqu'on consulte les médias occidentaux, un son de cloche persiste : les sanctions économiques affaibliront tôt ou tard l'économie russe. En l'occurrence, cette dernière connaît des remous comme la forte dévaluation du rouble. Est-ce que pour autant l'économie russe paraît impactée au point d'envisager son effondrement futur ? Je n'en suis pas certain. Russes et Européens ont commis des erreurs d'appréciation. Du côté russe, l'intervention militaire en Ukraine devait être de courte durée. Or elle dure depuis presque deux années. Du côté européen, on a estimé que l'imposition de nouvelles sanctions économiques contre la Russie aboutirait à un essoufflement rapide de son économie. La réalité est simple : si la Russie ne commerce plus avec l'UE dans de nombreux domaines ciblés, elle le fait avec d'autres partenaires stratégiques, à commencer par l'Inde et la Chine.

Le monde occidental persiste à croire que les sanctions portant sur les exportations d'énergie russe finiront par affaiblir cette dernière. Peut-être. Dans ce tiraillement russo-européen, il ressort surtout que les deux parties ont réciproquement besoin l'une de l'autre en raison du poids des échanges énergétiques les liant. En Europe, il a fallu attendre l'éclatement d'une guerre en Ukraine pour considérer des sanctions fermes contre les exportations d'énergie russe alors que Moscou avait déjà grandement solutionné cette problématique en se tournant vers l'Asie. Depuis le début de la guerre en Ukraine, en dépit des sanctions imposées sur le pétrole et les produits pétroliers, la production russe se stabilise entre 9,5 et 9,8 millions de barils produits quotidiennement. Quant au gaz, en 2023, la production nationale a chuté de 10% en raison de la baisse de capacité de Gazprom. De même, les livraisons réacheminées de Gazprom vers la Chine se sont révélées jusqu'à présent incapables de concurrencer les exportations d'avant-guerre vers l'UE.

En somme, le marché du gaz russe semble indirectement pâtir des effets des sanctions mais les échanges pétroliers sino-russes revêtent les caractéristiques du schéma gagnant-gagnant puisque la Chine achète l'or noir de son voisin à un prix inférieur à celui du baril de

Brent. La décote obtenue par la Chine est supérieure à 10% par rapport au marché actuel et la Russie y gagne au regard du plafond d'achat imposé en décembre 2022 par l'UE, le G7 et l'Australie qui s'accordèrent à ne plus acheter de pétrole d'origine russe transporté par voie maritime à un prix excédant 60 dollars le baril, accord multipartite scellé trois jours avant l'entrée en vigueur de l'embargo du 5 décembre 2022, cas brièvement évoqué parmi les sanctions citées dans la première partie.

L'Inde et la Chine comptent pour près de 80% des exportations de pétrole russe. La Russie est devenue le premier fournisseur en or noir de la Chine tandis que Pékin s'approvisionnait essentiellement en Iran et en Arabie saoudite. La Russie présente l'avantage d'être limitrophe et de ne pas faire transiter les matières premières par des juridictions sensibles ou par le fameux détroit de Malacca. La Russie s'assure d'importants volumes exportés tandis que la Chine sécurise ses besoins croissants en pétrole. Quant à l'Inde, ses besoins pétroliers croissent également dans d'importantes proportions. Elle achète du pétrole russe qu'elle ne consacre pas exclusivement à ses besoins domestiques. Elle en raffine une partie qu'elle revend ensuite à différents États membres de l'UE notamment.

Plus globalement, le rapport de l'Agence Internationale de l'Énergie publié en octobre 2023 indique que les exportations russes de pétrole brut et de produits raffinés ont augmenté de 460,000 barils par jour entre août et septembre 2023, ce qui assure des ventes équivalentes à 7,6 millions de barils quotidiens. En d'autres termes, cette statistique démontre l'état de la demande pour le pétrole russe.

Quant au gaz, l'UE ne sanctionne pas les importations en provenance de Russie. C'est la Russie qui a réduit ses exportations vers cette dernière. L'UE demeure à ce jour le principal importateur de gaz naturel liquéfié russe (GNL) et de gaz naturel russe par voie de gazoduc. Parmi ses autres principaux clients, la Russie compte la Chine, la Turquie ou encore le Japon.

Conclusion

Elle porte sur différents points :

- L'UE est convaincue du pouvoir impactant des sanctions sur l'économie russe mais elle continue de commercer sous certaines conditions avec Moscou en raison de sa dépendance au gaz russe. De son côté, la Russie pratique la désinformation sur les statistiques. Elle prétend par exemple avoir multiplié ses volumes de vente de pétrole vers l'Inde par vingt-deux, ce qui semble quelque peu exagéré.
- La Russie subit un impact avéré : la dévaluation du rouble ne survient pas par hasard. L'inflation frappe les foyers russes et préoccupe la Banque centrale de Russie. Au regard des sanctions qui la frappent, l'UE représentait, par exemple, son principal marché d'approvisionnement dans le domaine des produits de haute technologie. Si la population nationale subit les désagréments de la guerre, cette réalité ne contrarie toutefois pas les plans du Kremlin.
- Dans le cadre des produits énergétiques sanctionnés par l'UE, la Russie commerce essentiellement avec des États membres de l'Organisation de la Coopération de Shanghai et des BRICS dont font partie l'Inde et la Chine. Les BRICS s'élargissent à compter du 1^{er} janvier 2024 à six autres pays dont l'Iran et l'Arabie saoudite. Il est difficile de ne pas percevoir une dimension hautement géopolitique à cet élargissement.
- Enfin, la Russie exerce une pression de tous les instants avec ses revendications territoriales dans l'Arctique en vue d'un élargissement de son espace maritime exclusif, la remilitarisation de zones désertes et anciennement occupées pendant la Guerre froide. Moscou revendique une souveraineté élargie de son espace maritime sur la base

d'arguments d'ordre géologique eu égard à la Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer de 1982. Ces zones maritimes sont réputées riches en ressources naturelles stratégiques dont le pétrole et le gaz. De même, au regard du réchauffement climatique, comment ne pas considérer le scénario des nouvelles voies navigables arctiques qui permettraient voire permettront à la Russie de s'assurer du commerce international par le détroit de Béring échappant ainsi à toute forme de contrôle occidental ?